

PRINCIPAUX RÉSULTATS DU SONDAGE SUR LE PARTENARIAT MONDIAL

Réunion du Comité de pilotage du Partenariat mondial

Les 19 et 20 janvier 2015, à La Haye, aux Pays-Bas

Ce document présente les principaux résultats d'un sondage en ligne auquel ont pris part les parties prenantes du Partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement à la fin de l'année 2014. Il résume les vues des répondants (ou participants qui ont répondu au sondage) sur les travaux menés par le Partenariat mondial jusqu'ici, ainsi que leurs suggestions quant à l'orientation future du Partenariat et aux points à améliorer au cours de la prochaine période biennale.

Les résultats du sondage sont censés guider les discussions lors de la septième réunion du Comité de pilotage. L'analyse inclut également une première série de recommandations faites aux membres du Comité de pilotage, soulignant différentes manières d'effectuer le suivi des suggestions recueillies dans le cadre de ce sondage.

Ce document est communiqué aux membres du Comité de pilotage pour information et discussion.

Document traduit de l'anglais.

Personnes à contacter :

Mme Farida Bena, tél. +33 1 45 24 90 16, courriel : farida.tchaitchianbena@oecd.org

Mme Stacey Bradbury, tél. +33 1 45 24 89 80, courriel : stacey.bradbury@oecd.org

M. Derek Kilner, tél. +1 212 906 5742, courriel : derek.kilner@undp.org

INTRODUCTION

Les Coprésidents du Partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement ont invité les parties prenantes à participer à un sondage en ligne sur le Partenariat dans une lettre communiquée le 17 octobre 2014. Le sondage visait à recueillir des points de vue sur les travaux et les contributions du Partenariat pour orienter sa planification stratégique et continuer à progresser au cours de la prochaine période biennale¹. Le résumé concis ci-après présente les principales recommandations des répondants au sondage, suivies d'une brève description des constatations les plus récurrentes par partie.

Résumé des principales recommandations adressées au comité de pilotage

1. Le Partenariat mondial devrait donner la priorité à **la mise en œuvre des engagements pris à Busan à l'égard de l'efficacité de l'aide et du développement**, en particulier au niveau des pays. L'accent devrait être mis sur l'action, des résultats tangibles et des partenariats multi-parties prenantes de qualité pour le développement.
2. Le Partenariat mondial peut apporter une contribution précieuse au Programme de développement pour l'après-2015 – en particulier les moyens de mise en œuvre - en établissant sa proposition de valeur sur **son modèle inclusif et multi-parties prenantes** ; sa capacité de **relier les approches nationales aux débats mondiaux** ; et, son orientation axée sur **la redevabilité, le partage des connaissances et les enseignements tirés**.
3. **L'affinement du cadre de suivi mondial** par le biais d'un processus de consultation transparent et inclusif sera essentiel.
4. Les activités d'ensemble du Partenariat mondial gagneraient à faire l'objet d'une **orientation stratégique plus nette** et d'un **programme d'activités plus clair**, approfondissant et assurant la **continuité** du travail du Partenariat sur ses priorités de fond.
5. Il convient d'**apporter des éclaircissements** sur la contribution et la redevabilité des **Building Blocks et des Initiatives volontaires**. Ils devraient être **rationalisés** et ancrés dans le principal plan de travail du Partenariat mondial.
6. Le Comité de pilotage devrait intensifier ses efforts pour **faire participer des fournisseurs du Sud** et assurer la participation continue d'autres **acteurs du développement émergents**, comme le secteur privé, les fondations philanthropiques et la société civile.
7. Le Partenariat mondial devrait **se tourner** plus systématiquement vers **les organisations et les plateformes régionales** pour faire avancer la mise en œuvre des engagements pris à l'égard de l'efficacité du développement, des Buildings Blocks et des Initiatives volontaires sur le terrain, par exemple en procédant à des consultations au niveau régional.
8. Les réunions du Comité de pilotage devraient être plus opérationnelles, concentrant le débat sur la mise en œuvre d'un plan de travail convenu sur quelques domaines thématiques choisis, assortis d'objectifs clairs et d'un calendrier fixé.
9. Les membres du Comité de pilotage devraient sensibiliser plus régulièrement leur circonscription respective pour continuer à les impliquer dans les activités du Partenariat mondial. Ils devraient s'entretenir avec la circonscription qu'ils représentent, en particulier dans la préparation des réunions du Comité de pilotage et rendre compte des progrès réalisés dans la mise en œuvre du plan de travail du Partenariat mondial.
10. Les prochaines Réunions de haut niveau devraient accorder la priorité à des engagements, mesures/actions et résultats concrets et aussi promouvoir des discussions approfondies sur quelques questions de fond, regroupant une représentation multi-parties prenantes inclusive de haut niveau des acteurs du Partenariat mondial.

¹ Veuillez-vous reporter à l'Annexe 1 pour obtenir une description de la structure du sondage. Quelques chiffres permettant de visualiser les principales conclusions du sondage peuvent également être consultés à la fin de ce document.

QUI A RÉPONDU ?

Au total, **32 participants ont répondu au sondage** en ligne : 63 % d'entre eux représentaient des gouvernements nationaux, 19 % la société civile et des syndicats, 6 % des gouvernements régionaux ou locaux, 6 % des organisations internationales et 6 % d'autres groupes/circonscriptions multi-parties prenantes. Un répondant supplémentaire a soumis séparément des commentaires écrits, qui ont été largement pris en compte mais n'ont pas permis l'analyse des données standard. Comme l'illustre la Figure 1, les réponses au sondage ne saisissent pas les avis des fondations, des parlementaires, des banques multilatérales de développement ou du secteur privé, car les représentants de ces groupes/circonscriptions n'ont pas participé à cet exercice. **En outre, il importe de faire preuve de prudence** au moment de l'interprétation des données, car certains répondants parlaient au nom de leur circonscription, tandis que d'autres y ont participé à titre individuel. Fort de ce constat, les résultats de ce sondage ne représentent pas toute l'étendue des points de vue des parties prenantes du Partenariat mondial.

Les répondants étaient pour la plupart **anglophones**, suivis des francophones puis des hispanophones. La langue ne semble pas jouer un rôle majeur, en particulier dans la façon dont les répondants ont évalué le niveau des communications avec les membres du Partenariat mondial et l'Équipe d'appui conjointe (voir Figure 5). Ainsi les francophones sont plutôt satisfaits des informations reçues, tandis que les anglophones préféreraient des messages ayant une portée plus large et les hispanophones souhaiteraient des mises à jour plus fréquentes.

POINTS DE VUE SUR LA VALEUR AJOUTÉE ET L'ORIENTATION FUTURE DU PARTENARIAT

Dans l'ensemble, les résultats suggèrent une **forte convergence sur le fait que la nature diversifiée et multi-parties prenantes du Partenariat mondial est sa principale valeur ajoutée**. Plusieurs répondants ont désigné le cadre de suivi mondial et l'accent mis sur la mise en œuvre des engagements pris à l'égard de l'efficacité du développement comme les traits distinctifs du Partenariat. D'autres ont décrit le Partenariat comme un espace unique de partage des meilleures pratiques et des enseignements tirés. Le caractère inclusif, la capacité d'accélérer la réforme politique et la nature globale de l'accord de Busan ont aussi été mentionnés dans le cadre de la marque du Partenariat mondial, ainsi que son approche axée sur les pays, son dynamisme face à un paysage du développement en évolution rapide et sa contribution potentielle au Programme de développement pour l'après-2015.

La plupart des répondants ont trouvé que leur opinion sur la valeur ajoutée du Partenariat mondial figure dans sa vision et ses activités (Figure 2) et ont consolidé leur réponse en fournissant des explications supplémentaires. Fait intéressant, même ceux qui ont donné des premières réponses opposées ont souvent partagé des vues similaires et complémentaires, par exemple sur la nécessité pour le Partenariat de se concentrer davantage sur l'affinement des indicateurs de suivi. Les nuages de mots clés dans la Figure 3.a, 3.b et 3.c. donne un aperçu rapide des mots les plus fréquemment utilisés dans le cadre des commentaires ouverts issus de cette partie.

De nombreux répondants apprécient le caractère inclusif et multi-parties du Partenariat mondial, ainsi que son ouverture envers les fournisseurs de Sud. **Toutefois, ils ont recommandé, une collaboration plus étroite avec les pays du groupe BRICS et le secteur privé**. Les autres domaines d'intérêt commun sont : un désir de voir une mise en œuvre accrue des engagements de Busan ; davantage de clarté sur la façon dont les Building Blocks et les Initiatives volontaires se rattachent au travail de base du Partenariat et de meilleurs comptes-rendus sur leurs progrès ; et, une orientation stratégique plus nette ainsi qu'un programme de travail plus clair du Partenariat dans son ensemble. Les répondants qui ont estimé que leurs points de vue n'étaient pas pris en compte par le Partenariat mondial ont noté en particulier que **le travail de suivi ne reçoit pas l'importance ou la visibilité qu'il mérite et que le Partenariat met peut-être trop l'accent sur la présentation de réussites**.

À propos de l'orientation future du Partenariat mondial

En réponse à la question relative à l'orientation que devrait suivre le Partenariat mondial en 2015-16, bon nombre de répondants ont suggéré de **se concentrer sur « les activités de base » de mise en œuvre des engagements pris à l'égard de l'efficacité de l'aide et du développement**. Les répondants ont également recommandé d'améliorer la qualité des partenariats pour le développement en général ; de produire des résultats et des livrables tangibles ; de s'appliquer davantage à entendre les demandes des pays bénéficiaires ; et, d'identifier les points focaux au niveau national. Le **cadre de suivi au niveau mondial** était considéré comme important non seulement pour mesurer les progrès mais aussi pour rattacher le Partenariat mondial au suivi et à la redevabilité de l'après-2015. Il a également été souligné que le Partenariat doit **s'intégrer au « comment de l'après-2015 » et soutenir le processus des Nations Unies sur le financement du développement**. Certains ont souligné la nécessité d'une plus grande implication des acteurs clés du développement et de tirer le meilleur parti de la nature inclusive du Partenariat provenant de l'ensemble de ses membres. D'autres ont suggéré de trouver un équilibre entre l'ouverture mondiale du Partenariat et la nécessité d'intensifier son appui aux plateformes régionales ou de resserrer les liens entre les débats mondiaux et les processus locaux.

À propos des priorités de fond

En ce qui concerne le programme de fond discuté lors de la première Réunion de haut niveau du Partenariat mondial au Mexique, l'ensemble des répondants n'a montré aucune envie d'ajouter de nouveaux thèmes ; au contraire, bon nombre d'entre eux ont souligné qu'il fallait **s'en tenir aux priorités actuelles**, les adapter au contexte de développement pour l'après-2015 et améliorer les performances du Partenariat pour tenir les engagements convenus sur le terrain. En particulier, les priorités de fond les plus largement soutenues étaient : **la coopération Sud-Sud et le rôle des pays à revenu intermédiaire ; la mobilisation des ressources intérieures (nationales), la fiscalité internationale ainsi que les flux financiers illicites ; et, le cadre de suivi au niveau mondial**. Le **développement inclusif** a aussi été considéré comme un thème transversal qui mérite plus d'attention. En outre, certains répondants ont appelé à une approche plus nuancée en ce qui concerne l'implication du **secteur privé**, en soulignant les risques et les opportunités qui pourraient résulter s'il lui était demandé de jouer un rôle plus important dans le développement. La contextualisation des **principes de l'efficacité du développement** dans le Programme de développement pour l'après-2015 a également reçu un certain appui.

En ce qui concerne l'ajout de nouveaux thèmes spécifiques, **l'égalité hommes-femmes** et les **droits de la femme** ont été plus fréquemment mentionnés, suivis d'une **approche fondée sur les droits de l'homme**, la focalisation sur les **pays les moins avancés** et sur le **changement climatique** et le **financement de la lutte contre le changement climatique**. Les autres sujets qui ont été évoqués comprenaient : l'alignement des politiques des donateurs sur les priorités nationales, une meilleure coordination entre les donateurs et leurs bureaux extérieurs (ou antennes nationales), le soutien au niveau national aux stratégies de financement du développement, un alignement plus fort sur le Programme du New Deal, l'aide aux échanges commerciaux, le partage des connaissances, la législation nationale du travail, le financement du développement et le relevé des insuffisances en matière de capacités et de ressources nationales.

En guise d'observation générale sur cette partie, plusieurs répondants ont aussi indiqué que le programme du Partenariat mondial doit accorder moins d'importance aux Building Blocks et aux Initiatives volontaires. Il devrait plutôt **donner la priorité aux progrès sur le terrain et éviter des débats de processus ardu**, par exemple sur les préparatifs des Réunions de haut niveau.

À propos des livrables

L'affinement des indicateurs de suivi était considéré comme le principal livrable (ou principale prestation à fournir) par plusieurs répondants, qui ont également appelé à un processus de consultation interne plus transparent et à un cadre de suivi plus clair et plus simple. À cette fin,

quelques répondants ont signalé l'importance de consulter des experts du suivi, de la société civile et du secteur privé sur leur indicateur respectif. Une approche plus ouverte du travail de suivi du Partenariat mondial a également été suggérée en vue de mieux impliquer les pays à revenu intermédiaire et les pays du groupe BRICS.

Les livrables spécifiques proposés incluent la production de données probantes sur l'impact du développement inclusif sur les résultats ; le soutien aux études de cas sur les bonnes pratiques relatives à la mobilisation des ressources intérieures, les régimes fiscaux et la coopération Sud-Sud en vue de contribuer à l'orientation des futurs ODD ; l'établissement de liens régionaux sur la GRC reposant sur le travail du G20 ; l'apport d'une aide accrue aux États fragiles et aux pays les moins avancés ; le développement d'outils d'évaluation nationale du financement du développement ; le suivi des conditions de la femme dans les pays en développement ; l'entente sur des cadres de résultats nationaux favorisant l'alignement ; et, le soutien aux partenariats multi-parties prenantes à l'échelle mondiale et nationale.

Certains répondants ont suggéré des livrables qui soient plus axées sur le processus, comme faire du développement inclusif, de l'approche fondée sur les droits de l'homme et de l'environnement propice pour la société civile des thèmes transversaux, assurant ainsi la cohérence de l'ensemble des activités du Partenariat mondial. D'autres réponses ont mis en exergue la nécessité d'identifier des livrables concrets pour les différents Building Blocks et Initiatives volontaires, en s'entendant sur un plan de travail des activités qui regroupe toutes les priorités thématiques du Partenariat mondial.

À propos des Initiatives volontaires

De l'avis général, **il existe actuellement trop d'Initiatives volontaires et il faudrait s'efforcer de les fusionner ou de les regrouper**. Les répondants ont aussi fait part de leur inquiétude quant à la redevabilité de ces initiatives, fondée sur les enseignements tirés de mécanismes de suivi d'initiatives antérieures comme les Building Blocks identiquement lâches. **De nombreux répondants ont recommandé une forme quelconque de rapports périodiques sur les progrès accomplis**, y compris des comptes-rendus facilités par l'équipe d'appui conjointe ou des mises à jour soumises tous les six mois ou des ateliers spécialisés ou encore des présentations lors des réunions du Comité de pilotage et de haut niveau.

En revanche, plusieurs répondants ont fait remarquer que les **Initiatives volontaires ont réussi à revitaliser le Partenariat mondial**, créant davantage d'occasions favorables de mettre en œuvre l'efficacité du développement au niveau national ou de tenir des consultations régulières avec les parties prenantes nationales pour déterminer les priorités sur le terrain. Certaines de ces initiatives permettent également une collaboration plus intense et plus souple avec les nouveaux acteurs du développement, facilitant le partage des connaissances et l'apprentissage collégial.

En outre, les réponses ont souligné **la nécessité pour les Initiatives volontaires d'améliorer les principales priorités de fond du Partenariat mondial, en mettant un accent plus fort sur l'action au niveau des pays**. Elles devraient faire partie intégrante du plan de travail du Partenariat, menant directement à ses activités principales. Les parties prenantes devraient pouvoir apporter une contribution par le biais de boucles de rétroaction plus claires et transparentes.

Contribution au Programme de développement pour l'après-2015

Dans le cadre de l'identification de manières productives pour le Partenariat mondial de contribuer aux discussions de l'après-2015, les répondants ont fait des observations analogues à celles sur la valeur ajoutée du Partenariat (voir ci-dessus), à savoir de **solides possibilités d'offrir un cadre de suivi mondial amélioré en vue de soutenir la redevabilité à l'égard des objectifs de développement durable (ODD)**, en particulier l'ODD n° 17 ; l'importance de procéder à un **(re)centrage sur les principes, les engagements et la mise en œuvre de Busan**; l'incorporation **d'approches axées sur les pays, multi-parties prenantes, inclusives et fondées sur les droits de l'homme** dans le processus de l'ONU ; l'offre d'un espace permettant

le partage des connaissances, des meilleures pratiques et des enseignements tirés ; et, l'établissement **de liens entre l'architecture internationale de l'aide et les débats nationaux**, avec un rôle de plus en plus important joué par les plateformes/commissions régionales et les missions onusiennes basées à New York. Les répondants ont recommandé également **d'éviter la répétition inutile d'efforts**, en faisant remarquer le rôle complémentaire que le Partenariat mondial peut jouer en faisant partie du « comment » du Programme de développement pour l'après-2015 et de son financement. Dans l'ensemble, ils se sont félicités des contributions du Partenariat mondial au Rapport de synthèse du Secrétaire général de l'ONU, qui, selon bon nombre d'entre eux, ont bien pris en considération les aspirations et la contribution du Partenariat au développement pour l'après-2015.

OPINIONS SUR LES COMMUNICATIONS, L'OUVERTURE (SENSIBILISATION) ET LA PARTICIPATION DU PARTENARIAT MONDIAL

Comme l'illustre la Figure 4, la plupart des répondants reçoivent des informations par courriel, qui **reste la voie de communication privilégiée pour être informés** sur les activités du Partenariat mondial. Alors que certains jugent important d'améliorer la convivialité de l'espace communautaire en ligne (Teamworks), d'autres ont exprimé leur intérêt à recevoir plus d'informations sur le Partenariat des antennes nationales du PNUD. Quelques répondants ont envoyé des commentaires positifs sur l'utilisation de médias sociaux du Partenariat mondial ; d'autres estiment qu'aussi bien le bulletin d'information (Newsletter) que le site Web peuvent être des outils utiles pour tenir au courant les parties prenantes sur l'état d'avancement des Building Blocks et des Initiatives volontaires. Les autres outils de communication et de sensibilisation qui ont été proposés incluaient des ateliers de formation, des voyages d'étude et des réunions d'information.

À propos de la sensibilisation des circonscriptions internes du Partenariat mondial

Dans l'ensemble, **des appels puissants ont été lancés pour que les membres individuels du Comité de pilotage sensibilisent plus régulièrement leur circonscription respective** pour s'assurer qu'ils représentent pleinement les opinions de leur groupe lors de la tenue des réunions du Comité de pilotage. Cette sensibilisation interne était également considérée comme un préalable au positionnement du Partenariat mondial en tant que forum véritablement mondial et inclusif. D'autres répondants ont souligné la nécessité pour le Partenariat mondial d'**assurer la participation continue et proactive du secteur privé, de la société civile et des fournisseurs de coopération émergents**. Quelques répondants ont suggéré de sensibiliser des groupes thématiques rassemblant des parties prenantes du Partenariat mondial, tels que L'Équipe de travail sur l'efficacité du développement de la société civile et l'environnement propice, les États fragiles soutenant le New Deal ou le partenariat de l'UE pour le développement.

Les répondants ont également appelé à **une interaction plus fréquente avec l'Équipe d'appui conjointe**, en particulier sur le travail de suivi et les préparatifs des réunions du Comité de pilotage. Les propositions d'amélioration incluaient la création de listes de diffusion axée sur les politiques, l'envoi de mises à jour régulières par courriel, l'organisation de téléconférences avec les points focaux des différentes circonscriptions et la garantie d'un processus ouvert et multi-parties prenantes de consultation pour finaliser le cadre de suivi mondial, par exemple l'indicateur de transparence. Une concertation élargie sur les activités de suivi, y compris sur le Groupe consultatif indépendant, a été considérée comme particulièrement essentielle au maintien de la crédibilité et de la légitimité de l'exercice global.

À propos de l'implication des acteurs du développement aux niveaux national, régional et mondial

Pour ce qui est de l'implication des acteurs clés du développement, les réponses ont accordé la priorité à **la nécessité pour le Partenariat mondial d'identifier les points focaux chargés de l'efficacité du développement aux niveaux national et régional en vue de promouvoir la mise en œuvre** des engagements Busan, ainsi que des Building Blocks et des

Initiatives volontaires. Les antennes nationales de l'ONU et les centres régionaux du PNUD sont souvent mentionnés comme des acteurs clés pour soutenir ce niveau d'implication car ils peuvent contribuer à l'établissement de partenariats au niveau des pays avec les parties prenantes compétentes ; à la préparation et/ou à l'adaptation des conclusions d'analyse au contexte spécifique de chaque pays, notamment pour informer les décideurs nationaux ; à la retransmission des contributions et de l'analyse factuelle aux processus mondiaux de développement; et, au maintien de l'accent mis sur les pays bénéficiaires. Certains répondants prévoyaient un renforcement du rôle des antennes nationales du PNUD ou proposaient la mise en place de sections locales du Partenariat mondial dans le pays, qui s'attacheraient à la promotion du travail du Partenariat mondial au travers de l'éducation au développement, d'ateliers spécialisés et d'autres types d'initiatives nationales de sensibilisation en étroite collaboration avec l'Équipe d'appui conjointe. Quelques répondants ont également suggéré que le Comité de pilotage soit plus proactif/dynamique dans leurs relations avec leur circonscription sur le terrain.

Au niveau régional, plusieurs répondants ont estimé que des plateformes/organisations telles que l'Union africaine, la SEGIB , le FOSCAO , etc. **étaient indispensables pour intégrer l'efficacité de l'aide et du développement dans leur région respective.** Par conséquent, ces dernières pourraient être invitées aux réunions du Comité de pilotage. En outre, les répondants étaient désireux de voir ces plateformes collaborer avec les acteurs émergents du développement grâce à **la promotion des meilleures pratiques et des initiatives de partage des connaissances** relatives à la coopération Sud-Sud et à la coopération triangulaire. Le soutien du Partenariat mondial aux plateformes régionales a également été jugé indispensable pour contribuer à la réforme des cadres de financement du développement.

Dans le monde, de nombreux répondants ont souligné la nécessité d'éclaircir la façon dont le Partenariat mondial collabore avec le Forum des Nations Unies pour la coopération au développement afin de dissiper les perceptions de chevauchements inutiles entre les deux forums. De façon plus générale, des appels ont été lancés pour déployer **des efforts plus concertés pour alimenter les processus des Nations Unies** - y compris le Programme de développement pour l'après-2015, le financement du développement et la réalisation du travail du Groupe consultatif indépendant sur la révolution des données – ainsi que la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) et le Forum politique de haut niveau de l'ONU sur le développement durable. Les répondants ont également jugé que la **collaboration** du Partenariat mondial **avec les pays du groupe BRICS et les autres principaux fournisseurs du Sud**, était prioritaire.

De l'avis de certains répondants, l'Organisation internationale du travail, l'Organisation mondiale du commerce, la Banque mondiale, le Fonds monétaire International, Cités et Gouvernements Locaux Unis ,le groupe de travail du G20 sur le développement, l'OCDE pour ses travaux sur les entreprises multinationales, le partenariat de gouvernement ouvert et l'Initiative internationale pour la transparence de l'aide, sont d'autres organisations ou réseaux internationaux que le Partenariat mondial devrait solliciter plus systématiquement.

AVIS SUR LES MÉTHODES INTERNES DE TRAVAIL ET LES CONSIDÉRATIONS STRATÉGIQUES

Tous les répondants ont participé à la première réunion de haut niveau du Partenariat mondial, qui a eu lieu à Mexico les 15 et 16 avril 2014. Dans l'ensemble, ils ont évalué de manière positive la Conférence, qu'ils ont estimée bien organisée, tenant compte d'une représentation diversifiée issue des principales circonscriptions principales et reconnaissant le rôle joué par les parties prenantes comme les gouvernements locaux et régionaux, les syndicats, la jeunesse, les organisations de la société civile et les pays à revenu intermédiaire. Pour de nombreux autres répondants, le facteur de réussite résidait en **la participation d'intervenants/conférenciers de haut niveau**, qui ont entamé des discussions de qualité bien modérées sur certaines des questions les plus pertinentes pour les pays en développement. Les répondants ont également apprécié les occasions de réseautage offertes par les stands de marché des connaissances et de l'innovation.

En ce qui concerne les prochaines Réunions de haut niveau, il a été suggéré qu'il **faudrait disposer de données de suivi plus solides ; d'un processus de consultation plus transparent sur le communiqué ; et d'actions ou d'initiatives volontaires mieux coordonnées.** Bien que les répondants s'accordent en général pour dire que la première Réunion de haut niveau a réussi à attirer l'attention sur les actions qui s'imposent sur le terrain, plusieurs d'entre eux ont estimé que les **futurs rassemblements devraient faire davantage pour promouvoir des engagements concrets à l'égard de l'efficacité de l'aide et du développement.** De même, alors que de nombreux répondants ont apprécié la qualité et la variété des discussions de réflexion, ils auraient toutefois **préféré un nombre plus restreint de séances reliées plus étroitement aux discussions en séance plénière.** À l'avenir il faudrait également inviter moins d'intervenants par séance afin de permettre des conversations plus approfondies et la libre interaction avec l'auditoire. Le processus de planification devrait s'appuyer sur une approche multi-parties prenantes plus équilibrée d'une séance à l'autre de la réunion.

Sur le plan logistique, il a été suggéré que les réunions futures soient fixées bien plus tôt pour éviter les confirmations de dernière minute, les procédures de visa complexes et l'augmentation des frais de déplacement. Le soutien financier a également été mentionné comme un facteur déterminant par quelques répondants de pays bénéficiaires.

À propos des méthodes de travail du Comité de pilotage

L'appropriation par les pays en développement de l'ordre du jour du Comité de pilotage a été considérée comme une priorité absolue. La plupart des répondants ont également réitéré leur appel à un dialogue **plus transparent et régulier avec leur représentant du Comité de pilotage,** dont le mandat et les responsabilités devraient être précisés. Plusieurs d'entre eux ont demandé aux membres de Comité de pilotage de recueillir les contributions de leur circonscription respective avant les réunions et d'être prêts à rendre compte à l'issue de la réunion de leurs progrès quant à la conduite de la mise en œuvre des engagements à l'égard de l'efficacité de développement. Ces répondants étaient désireux de s'impliquer, y compris dans le travail de suivi du Partenariat mondial. Certains d'entre eux ont recommandé que les membres du Comité de pilotage sensibilisent les responsables politiques pertinents dans leur circonscription aux niveaux national et régional, en organisant par exemple des réunions régionales.

De nombreuses réponses ont indiqué d'autres moyens d'accroître la diversité du Comité de pilotage. Elles comprenaient un appel pour que le Comité de pilotage adopte une approche fondée sur les droits de l'homme, ainsi que la proposition de nommer un coprésident non exécutif du Partenariat mondial par roulement. Les réponses ont également rappelé que tous les membres du Comité de pilotage doivent être traités sur un pied d'égalité. D'autres répondants espéraient que le Comité de pilotage tiendrait compte davantage des différences géographiques, linguistiques et autres entre membres. Plusieurs répondants ont demandé qu'une importance accrue soit accordée aux actions et aux résultats, notamment par le biais du travail effectué par les Building Blocks et les Initiatives volontaires. **Les Coprésidents et l'Équipe d'appui conjointe étaient considérés comme essentiels pour fournir des informations** sur les prochaines réunions du Comité de pilotage et pour apporter des **éclaircissements quant à ce que chaque circonscription peut proposer et quant aux types de décisions que le groupe devrait prendre.** L'utilisation de questions directrices en tant qu'outil utile pour orienter la discussion, a bénéficié d'un large soutien. En outre, quelques répondants ont recommandé de tenir des réunions du Comité de pilotage dans un pays francophone ; et, de se concentrer sur des régions spécifiques, comme la région Indo-Pacifique et le continent africain.

À propos des réunions du Comité de pilotage

21 % des répondants étaient membres du Comité de pilotage. À ce titre, ils ont répondu aux questions détaillées supplémentaires sur la façon d'améliorer les méthodes de travail du Comité de pilotage – en particulier le calendrier, le format et le contenu de ses réunions.

La plupart des répondants étaient satisfaits de la fréquence des réunions du Comité de pilotage jusqu'à présent. Ils ont recommandé de tenir les futures réunions **deux fois par an,** avec

la possibilité d'organiser des activités de sensibilisation du Partenariat mondial entre les deux. Les répondants étaient ouverts à la possibilité d'organiser des réunions du Comité de pilotage **immédiatement après la tenue d'autres rassemblements pertinents**, tels que le Forum pour la coopération au développement, en vue de favoriser un dialogue, à condition que cette option n'ait aucun impact sur le calendrier, la durée des réunions et sur la participation de haut niveau à ces dernières.

La grande majorité des répondants souhaiterait recevoir la **documentation** du Comité de pilotage un mois avant la réunion. Les répondants ont également appelé à **plus de clarté, de concision et à une meilleure gestion du temps** dans la rédaction des ordres du jour des réunions du Comité de pilotage. Les membres du Comité de pilotage devraient avoir plus souvent l'occasion de demander l'inscription de points spécifiques à l'ordre du jour ; de discuter de toute entente conclue ou initiative conjointe lancée entre les réunions ; de partager les bonnes et les mauvaises expériences avec les autres membres ; de suivre et de soutenir la mise en œuvre d'un plan de travail convenu du Partenariat mondial.

La moitié des répondants ont estimé que la durée des réunions du Comité de pilotage était satisfaisante ; l'autre moitié ont jugé leur durée trop courte. La plupart des répondants ont aussi estimé que les discussions précédentes avaient généralement été **trop axées sur le processus** et que le **format des réunions pourrait être plus dynamique et plus souple**.

À propos de la participation aux réunions du Comité de pilotage

Dans l'ensemble, **les répondants² soutenaient l'invitation « d'observateurs » aux réunions du Comité de pilotage** pour promouvoir la transparence et l'inclusion du mode de fonctionnement du Partenariat mondial. En même temps, de **nombreux répondants ont proposé des conditions ou des critères spécifiques** de sélection de ces invités. Par exemple, ils ont demandé à recevoir plus d'informations sur le rôle et les tâches des observateurs; ou, l'approbation préalable de la participation de l'observateur par l'ensemble du Comité de pilotage ; ou, l'engagement des observateurs à apporter une contribution concrète à la réunion par le biais de propositions constructives sur le fond, le processus et les communications. Même si certains répondants préféreraient fixer une limite de 2 à 3 observateurs par réunion pour assurer le maintien de son efficacité, d'autres souhaiteraient inviter toutes les parties prenantes externes intéressées, compte tenu de la nature volontaire du Partenariat mondial.

Une autre option proposée était **d'éviter d'appeler ces parties prenantes « observatrices » afin de prévenir l'institutionnalisation de leur rôle**. Elles pouvaient plutôt être considérées comme des « invitées » conviées à des fins d'information ou de sensibilisation. Les candidates les plus appropriées pour ce rôle pourraient inclure des organisations régionales et les pays du groupe BRICS. Quelques répondants ont suggéré que les parties prenantes externes devraient n'avoir aucun pouvoir décisionnel ou droit de veto et pourraient être exclues de certaines délibérations du Comité de pilotage s'il y a lieu.

Environ un tiers des répondants était nettement en faveur de la diffusion en directe des réunions du Comité de pilotage, affirmant que cette diffusion favoriserait l'inclusion et le dynamisme, et serait peut-être une alternative rentable par rapport aux déplacements. D'autres répondants ont indiqué que bien que la diffusion en direct soit un outil d'information utile, elle ne permet pas la participation réelle. Les autres options proposées incluaient le partage des points saillants après la réunion, permettant ainsi des discussions à huis clos, ou aucune diffusion systématique sur la toile (ou diffusion Web) de la réunion de crainte que la diffusion en direct puisse empêcher un échange franc et informel.

D'autres suggestions faites pour assurer la participation inclusive de l'ensemble du Partenariat mondial aux réunions du Comité de pilotage comprenaient : la circulation de déclarations écrites aux autres membres du Comité de pilotage, s'il leur était impossible d'y participer ; l'organisation d'un processus de consultation structuré précédant la réunion, par

² Cette partie du sondage était encore accessible à toutes les parties prenantes du Partenariat mondial.

exemple par téléconférence ; l'invitation de groupes clés comme les Building Blocks pour qu'ils présentent leurs travaux et mettent en exergue leurs liens avec le plan général des activités du Partenariat mondial ; la diffusion des comptes-rendus succincts du Comité de pilotage dès que possible ; et, la tenue de réunions régionales.

En ce qui concerne cette dernière option, les répondants appartenant au Comité de pilotage ont également indiqué **d'autres réunions du Partenariat mondial**, telles que l'atelier annuel organisé par la Corée, comme **d'autres opportunités d'apprentissage collégial et d'échanges**. Certains répondants ont recommandé l'organisation des réunions du Partenariat mondial immédiatement après d'autres événements internationaux pertinents en vue de tenir des discussions approfondies sur les ODD, le financement du développement et le Programme de développement pour l'après-2015.

CONCLUSIONS

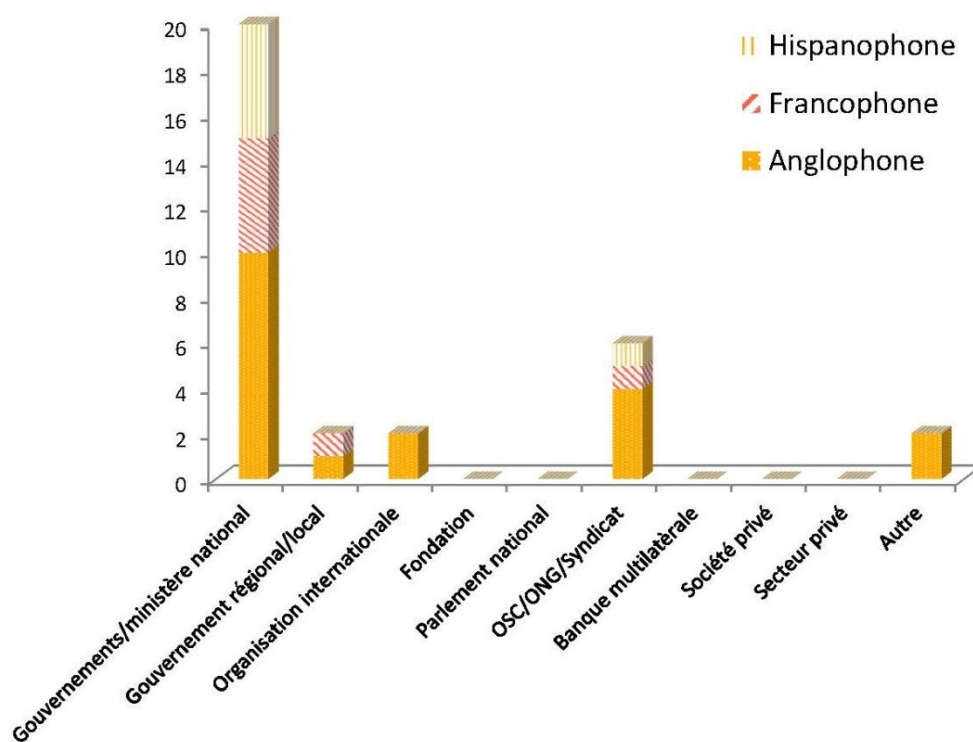
Plusieurs conclusions peuvent être tirées des résultats du sondage. Par souci de commodité, elles sont résumées dans une série concise de recommandations adressées au Comité de pilotage au début de ce document. Les membres du Comité de pilotage sont également invités à consulter l'ensemble complet des données du sondage sur l'espace communautaire pour compléter ce sommaire et tirer leurs propres conclusions du sondage.

Ce type de sondages qui offre aux parties prenantes du Partenariat mondial des opportunités supplémentaires d'exprimer leurs points de vue, peut être utile pour rassembler de nouvelles contributions sur l'orientation future du Partenariat mondial et son perfectionnement.

ANNEXE 1. BRÈVE DESCRIPTION DU SONDAGE SUR LE PARTENARIAT MONDIAL

Le sondage comportait des questions ouvertes et à choix multiples sur le profil des répondants ; leurs opinions sur la valeur ajoutée et l'orientation future du Partenariat ; leurs commentaires sur ses activités de communications, d'ouverture (de sensibilisation) et de participation ; et, leurs suggestions sur les méthodes internes de travail et les considérations stratégiques du Partenariat mondial à mesure qu'il progresse, avec une partie spécifique qui ne devait être remplie que par les membres du Comité de pilotage. L'Annexe 1 visualise quelques réponses sélectionnées du sondage. L'ensemble des données détaillées sera disponible sur l'espace communautaire du Partenariat mondial³ d'ici début janvier 2015 et ne sera pas destiné à la circulation externe.

Figure 1 : Lequel des énoncés suivants décrit le mieux votre organisation ?



³ Les répondants avaient la possibilité de remplir le sondage de manière anonyme. Afin de préserver la confidentialité, toutes les données qui seront disponibles sur l'espace communautaire, omettront les renseignements personnels. L'ensemble des données ne présentera que la rétroaction des répondants qui ont donné leur accord pour partager leurs propositions sur l'espace communautaire.

Figure 2 : Estimez-vous que vos opinions sur la valeur ajoutée du Partenariat mondial figurent dans sa vision et ses activités ?

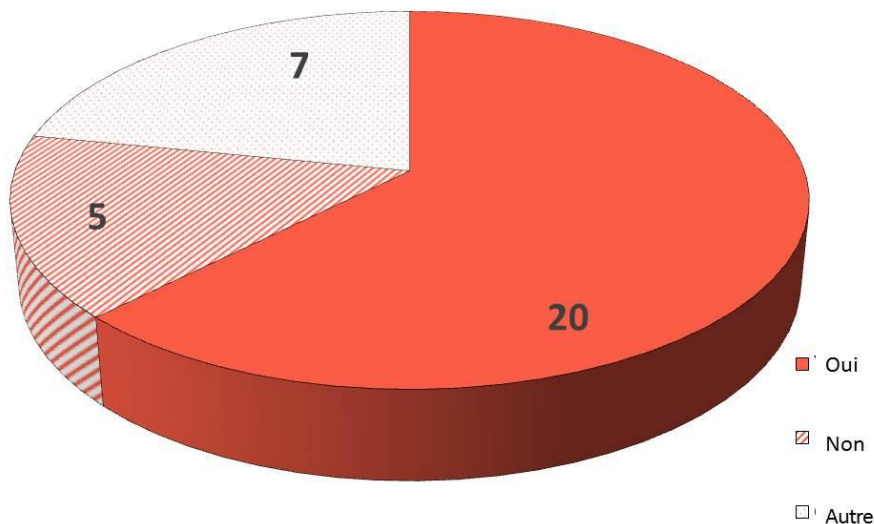


Figure 3.a : Estimez-vous que vos opinions sur la valeur ajoutée du Partenariat mondial figurent dans sa vision et ses activités ?

Dans l'affirmative, veuillez expliquer



Figure 3.b. : Estimez-vous que vos opinions sur la valeur ajoutée du Partenariat mondial figurent dans sa vision et ses activités ?

Dans la négative, veuillez expliquer



Figure 3.c. : Estimez-vous que vos opinions sur la valeur ajoutée du Partenariat mondial figurent dans sa vision et ses activités ?

Si autre, veuillez expliquer



Figure 4. Comment vous tenez-vous au courant de l'actualité et des événements du Partenariat mondial ? Comment préférez-vous recevoir les informations concernant le Partenariat mondial ?

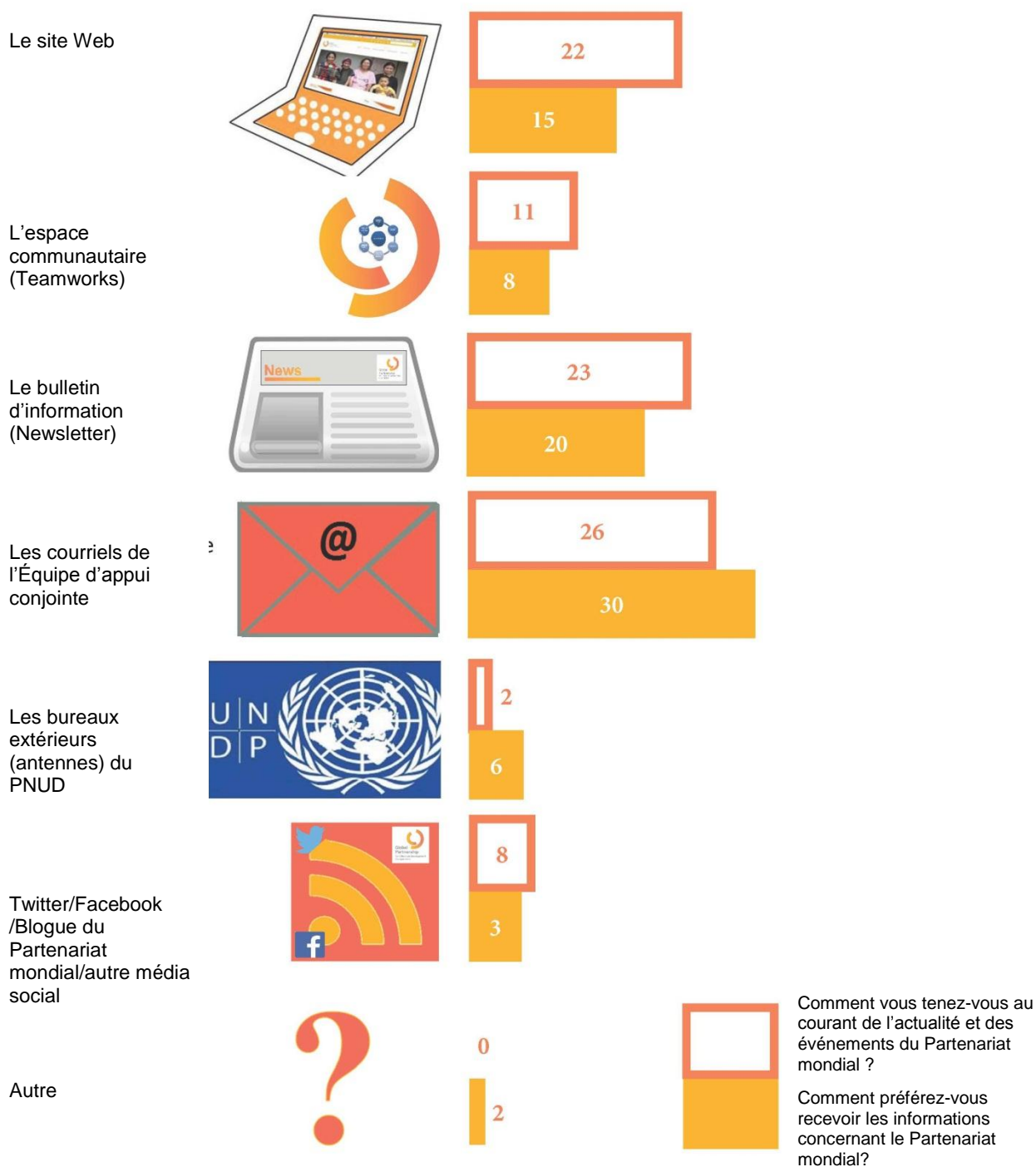


Figure 5 : Comment avez-vous trouvé le niveau des communications avec les autres membres du Partenariat mondial et avec l'Équipe d'appui conjointe ?

